

Parti Communiste

Vianney Le Vacon et Bernadette Garrigue

Candidats 1° circonscription de la Dordogne

Réponses au questionnaire de la Ligue de l'Enseignement

Démocratie et action publique

Sur le mille-feuilles, comme élu et président d'une association d'élus (l'ADECR 24), je n'ai eu de cesse ces dernières années de m'inquiéter et d'alerter sur les conséquences des différentes lois de réorganisation des institutions républicaines depuis les lois Sarkozy jusqu'à la dernière loi NOTRE.

Il ne s'agit pas d'être contre systématiquement. Bien entendu, à l'heure d'internet, de nouvelles façons de vivre, d'appréhender les territoires, des évolutions sont nécessaires. Mais qu'observe-t-on sur le terrain ?

Des réformes faites à la va-vite, des élus perdus, des populations déboussolées auxquelles on ne demande pas le plus souvent leur avis pour regrouper des communes, des intercommunalités. Nous craignons une perte de repères forte, une démocratie et des centres de décision qui s'éloignent des citoyens-ennes.

Vu de Bordeaux, quel intérêt aura la vie associative d'une commune rurale de Dordogne ?

Cette situation se cumule avec une austérité sans précédent avec les baisses de dotations des collectivités qui touche notamment de plein fouet le secteur associatif, la culture notamment. Culture, sport, vie associative ne sont que trop souvent les variables d'ajustement des budgets de plus en plus contraints.

Dans le même temps, une crise de la démocratie sans précédent nous touche.

Comment faire ?

Nous souhaitons, garder les deux piliers incontournables de notre vie démocratique que sont les communes et les départements. Nous croyons plus que jamais à la proximité en démocratie. L'exemple de notre département est intéressant où, durant des années une politique de solidarité et de soutien fort à la vie associative à la culture, au sport a été active.

Nous plaidons ensuite pour un véritable statut de l'élu et du militant associatif. Un statut qui trouve tout naturellement sa place dans une nouvelle République que nous appelons de nos vœux.

Un statut qui implique une société plus ouverte à l'engagement social, où l'on ne consomme plus simplement de la politique, de l'associatif, une société de pleine citoyenneté, une société qui propose un nouveau cadre de vie, de nouveaux rapports entre le travail et la vie tout court avec notamment le passage aux 32 heures. La transition est toute trouvée avec le second point de votre interpellation :

Education, Formation, Education populaire

Nous vivons des temps de paradoxe.

Jamais dans l'histoire de l'humanité l'individu n'a été autant mis en valeur, dans le même temps on sent que la question d'une citoyenneté pleine et entière demeure un sujet central et problématique dans nos sociétés dites « modernes et évoluées ».

Jamais, non plus dans l'histoire de l'humanité, les connaissances n'ont été autant accessibles, avec le développement notamment d'internet et des RSS. Et pourtant là aussi on sent des manques, des inégalités profondes.

Dès lors la question de l'éducation est décisive. Une question appelle ainsi une réponse forte : comment éduquer à la citoyenneté, à la connaissance, au libre arbitre, à la maîtrise de sa vie et de son environnement aussi bien local que global.

L'école doit rester un lieu d'apprentissage, non pas déconnecté du monde du travail, mais qui ne doit pas être plus sous la loi directe des besoins des entreprises. Une notion nous semble dès lors indispensable, celle d'égalité, inscrite au fronton de la République, égalité des droits et des chances.

On ne peut qu'être effaré par le caractère militaire et guerrier pris par le nouveau président dès son investiture. Sa priorité affichée est bien l'armée et non la citoyenneté et l'éducation.

Bien entendu appréhender ces questions passent par un effort budgétaire sensible en direction de l'Education nationale mais pas que. C'est aussi un soutien affirmé aux enseignements, une reconnaissance forte, une énergie portée sur les quartiers populaires, une université plus ouverte sur les jeunes issus de ces quartiers.

C'est aussi un développement et des moyens portés sur l'éducation populaire, base du vivre ensemble, de la tolérance, des disciplines aussi réhabilités comme l'art, la culture au sens large.

Sur la laïcité

Vous me permettez tout d'abord de marquer mon effarement devant ce que je qualifie de retour du religieux sur le devant de la scène publique. Je reste sur l'idée que la religion doit demeurer dans la sphère privée et ne doit pas, en principe, déborder sur la sphère publique. Il n'en est plus rien aujourd'hui !

Rappelons-nous les débats en 2005 à l'occasion du TCE et « l'héritage chrétien de l'Europe. »

Le discours de Latran de Nicolas Sarkozy ou son ouvrage *La République, les religions, l'espérance*, où il dit que le prêtre lui semble plus indispensable que l'instituteur dans les quartiers !

On sait malheureusement que l'exacerbation du conflit religieux amène des guerres, des logiques de guerres civiles dont on mesure aujourd'hui la portée avec notamment le concept de guerre de civilisation.

Evoquer le concept de laïcité aujourd'hui, c'est prendre en compte deux dimensions :

-oui, il faut de nouveau parler de laïcité et réaffirmer ses valeurs et principes face au monde que nous vivons ;

- il nous faut pour cela partir d'une véritable conception de la mondialisation et du vivre ensemble.

Une mondialisation ouverte, tolérante qui prenne en compte le drame migratoire qui ne va faire que s'accroître sous l'effet des guerres et du changement climatique.

C'est plaider pour une culture de paix, l'éducation pour tous **et surtout toute** dans le monde entier. C'est s'attaquer à la fin des inégalités dans le monde, des logiques de prédation économiques. Créons des ponts et pas des murs ni des nations et une Europe barbelées ! Arrêtons le surarmement très dangereux actuellement, la cause de la paix est plus que jamais d'actualité.

On pense plus à la guerre, on y consacre plus de moyens et largement que la lutte pour une vraie planification écologique, sans parler de l'éducation.

Aujourd'hui, on construit plus de casernes en Afrique que d'écoles !

Le combat pour la laïcité, c'est aussi un combat social.

En France, il a bien sûr ses priorités.

Egalité de traitement et donc de contraintes entre toutes les écoles, publiques ou privées. Fin des concordats particuliers.

Lutte contre le communautarisme.

Quant à la formation : un seul livre de chevet, « Frères migrants » de Patrick Chamoiseau qui vient juste de sortir.

Avec mes amitiés

Vianney Le Vacon